

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
5 décembre 2024  
n° 42 / 8063<sup>e</sup>  
pages 2057 à 2104

## CHRONIQUE / Vente

Le commerce de « colis perdus » :  
un jeu de qualification périlleux

> Hania Kassoul

2072

## ÉDITORIAL

2057 Le juriste-ville. À propos de la commune de Premosello-Chiovenda, *Franck Laffaille*

## ACTUALITÉS

- 2060 Cession de droits sociaux (expertise) : communication de documents
- 2061 Vente (promesse unilatérale) : portée du revirement de jurisprudence
- 2062 Traite des êtres humains (éléments constitutifs) : critère de la rémunération
- 2064 Procréation médicalement assistée (post mortem) : conventionnalité de l'interdiction
- 2066 Appel civil (conclusions) : défaut de renvoi aux pièces produites

## POINTS DE VUE

- 2067 Droit de l'Union européenne et état civil des minorités sexuées et genrées, Réflexions à partir de la décision *Mirin*, *Benjamin Moron-Puech*
- 2070 Mandats d'arrêt de la CPI contre des dirigeants israéliens : un triomphe du droit pénal international ?, *Benjamin Fiorini et Farah Safi*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 2077 **Panorama** : Dommage corporel, *Mireille Bacache, Anne Guégan et Stéphanie Porchy-Simon*
- 2090 **Notes** : La fraude aux paiements par *spoofing* devant la Cour de cassation : grande publicité, petit arrêt, *note sous Com. 23 oct. 2024, Pierre Storrer*
- 2095 La plasticité de la force majeure autorisant l'interprétation stricte de l'imprévisibilité, *note sous Civ. 2<sup>e</sup>, 19 sept. 2024, Alexandre Dumery*
- 2099 Procédure pénale et exploitation d'un téléphone portable : le développement de la protection européenne, *note sous CJUE 4 oct. 2024, Benoît Auroy*

## ENTRETIEN

2104 Bruno Wertenschlag – L'attribution des logements sociaux

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Version numérique incluse\*

322442



Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
**KETTY DE FALCO**

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
**CAROLINE SORDET**

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
**HÉLÈNE HOCH**

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

## RÉDACTION

### • DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

### • RÉDACTION

Maëlle HARSCOUEÛT DE KERAUEL (01 40 64 53 79)

### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### • ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice  
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER  
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2024

## Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## ÉDITORIAL

Franck Laffaille

Le juriste-ville  
À propos de la commune  
de Premosello-Chiovenda

2057



## ACTUALITÉS

2060

### DROIT DES AFFAIRES

#### Banque-Crédit-Garantie

Cautionnement (information annuelle) :  
exclusion du crédit-bail, *Com. 27 nov. 2024*

#### Entreprise en difficulté

Alsace-Moselle (insolvabilité notoire) :  
appréciation de la bonne foi du débiteur,  
*Civ. 2<sup>e</sup>, 21 nov. 2024*

#### Société et marché financier

Cession de droits sociaux (expertise) :  
communication de documents,  
*Com. 27 nov. 2024*

Registre du commerce et des sociétés (actes) :  
portée de l'inopposabilité, *Com. 27 nov. 2024*

2061

### DROIT CIVIL

#### Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (promesse unilatérale) :  
portée du revirement de jurisprudence,  
*Civ. 3<sup>e</sup>, 21 nov. 2024*

#### Famille-Personne-Succession

Nationalité (action déclaratoire) : opposabilité  
de la désuétude, *Civ. 1<sup>re</sup>, 27 nov. 2024*

Nationalité (majorité) : condition de résidence  
habituelle, *Civ. 1<sup>re</sup>, avis, 27 nov. 2024*

2062

### DROIT IMMOBILIER

#### Bail

Bail rural (cession) : congé pour atteinte  
de l'âge de la retraite, *Civ. 3<sup>e</sup>, 28 nov. 2024*

Bail rural (fumures et arrière-fumures) :

domaine de l'action en répétition,  
*Civ. 3<sup>e</sup>, 28 nov. 2024*

2062

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

#### Droit pénal

Traite des êtres humains (éléments  
constitutifs) : critère de la rémunération,  
*Crim. 26 nov. 2024*

Fausse déclaration (organisme social) :  
obtention d'une prestation induue,  
*Crim. 26 nov. 2024*

#### Procédure pénale

Instruction (purge des nullités) :  
inconstitutionnalité du régime,  
*Cons. const. 29 nov. 2024*

2064

### DROIT PUBLIC

#### Santé publique

Procréation médicalement assistée  
(post mortem) : conventionnalité  
de l'interdiction, *CE 28 nov. 2024*

2065

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

#### Droit du travail

Âge du salarié (licenciement) :  
mise à la retraite par l'employeur,  
*Soc. 27 nov. 2024*

Conseiller du salarié (licenciement) :  
demande d'autorisation administrative,  
*Soc. 27 nov. 2024*

2065

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

#### Procédure civile

Compétence européenne (Convention  
de Lugano) : champ d'application,  
*Civ. 1<sup>re</sup>, 27 nov. 2024*

Compétence européenne :  
notion de contrat individuel de travail,  
*Soc. 27 nov. 2024*

Mesure d'instruction (frais et dépens) :  
notion de partie perdante,  
*Civ. 2<sup>e</sup>, 21 nov. 2024*

Appel civil (voie électronique) :

sanction de la méconnaissance,  
*Civ. 2<sup>e</sup>, 28 nov. 2024*

Appel civil (conclusions) :  
défaut de renvoi aux pièces produites,  
*Civ. 2<sup>e</sup>, 28 nov. 2024*

